

## 2 Politique

# Rencontre du ministre de l'Economie forestière et les Oyemois résidant à Libreville Estelle Ondo appelle les populations à adhérer au dialogue national sans tabou

C.O.

Libreville/Gabon

LA Chambre de Commerce de Libreville a refusé du monde, dernièrement, à l'occasion de la rencontre entre la ministre de l'Economie forestière, de la Pêche et de l'Environnement, chargée de la Protection et de la Gestion durable des écosystèmes, Estelle Ondo, et les Oyemois résidant à Libreville. Cette rencontre a vu la présence du "doyen politique" du Parti démocratique gabonais (PDG) dans le Septentrion, François Owono Nguema, de l'ancien coordonnateur du Mouvement national des jeunes de l'Union nationale (UN), Ghislain Ledoux Mbo Voué, des représentants des associations "Ensemble pour un nouveau Gabon" et "Cap sur l'avenir". Occasion pour le membre du gouvernement de réaffirmer sa détermination à participer au dialogue national sans tabou prôné par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Tout en déplorant le fait que l'Union nationale (UN), parti dont cette native d'Oyem se dit toujours 5e vice-présidente, ait rejeté l'initiative du chef de l'Etat sans proposer d'autre voie de sortie à la crise que traverse actuelle-



Photo : Chris Oyame

François Owono Nguema (costume noir) a vanté les mérites de "sa fille".



Photo : Chris Oyame

Le ministre de l'Economie Forestière, Estelle Ondo...



Photo : Chris Oyame

...Lors de sa rencontre avec les Oyemois.

ment notre pays. Selon elle, le conclave voulu par le président de la République est la voie la mieux indiquée pour permettre aux Gabonais de trouver

ensemble les solutions aux difficultés auxquelles est confronté notre pays, de manière à ce que "notre pays ne revive plus jamais des lendemains électoraux

violents". D'autant plus que, toujours selon elle, les événements survenus dans notre pays le 31 août dernier ont ébranlé, d'une certaine façon, les fondements

de notre vivre ensemble et certaines valeurs de notre société.

De fait, Mme Ondo a invité l'assistance, et particulièrement les femmes, à adhérer

à l'initiative du chef de l'Etat et à ne pas laisser aux hommes cette exclusivité. Surtout que, a-t-elle fait valoir, la Décennie de la femme, instituée par le chef de l'Etat, devrait permettre aux Gabonaises de prendre une part plus active dans la vie de la Nation.

Exprimant sa gratitude au président de la République et au Premier ministre pour l'avoir nommée au gouvernement, elle s'est dit déterminée à apporter, à leurs côtés, sa "modeste pierre à l'édification d'un Gabon fort, prospère, solidaire et égalitaire dans lequel chacun, en fonction de ses talents, pourra concrétiser ses rêves et ambitions". Dans une ambiance entretenue par des groupes de danses traditionnelles et modernes, François Owono Nguema est revenu sur le parcours "de sa fille". Laquelle, selon lui, a su se faire une place dans un monde d'hommes, au prix de persévérance, de patience, d'ardeur et de travail acharné.

Dans la foulée, les représentants des jeunes et des femmes ont présenté au membre du gouvernement un ensemble de difficultés auxquelles font face quotidiennement les habitants du chef-lieu du département du Woleu et de la province du Woleu-Ntem. "J'ai compris vos attentes et aspirations", a-t-elle lancé.

## Dialogue national

### Le BDC d'accord, mais...

SM

Libreville/Gabon

**Ce parti politique de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, a dit être favorable au dialogue national inclusif, à condition que celui-ci rassemble tous les fils et filles du Gabon. C'était au cours d'un point-presse du président de ladite formation politique, Guy-Christian Mavioga.**

Photo : Adjaï Ndiouroume



Le président du Bloc démocratique chrétien (BDC), Guy Christian Mavioga, lors de son propos devant...

«DISCUTER avec les 0% qui dansent au rythme du ventre c'est bien, mais dialoguer avec les 47% qui s'opposent à nous, c'est encore mieux». C'est ce qu'a déclaré le président du Bloc démocratique chrétien (BDC), hier, au cours du point-presse qu'il a animé à son siège, sis à Oloumi dans le cinquième arrondissement de Libreville. Guy-Christian Mavioga, au nom du BDC, a clairement dit être d'accord pour le dialogue prôné par Ali Bongo Ondimba. Reste que, selon lui, ces assises doivent rassem-

bler les Gabonaises et les Gabonais, de tous les bords politiques confondus. L'élection présidentielle étant passée, le BDC, par la voix de son leader, estime également qu'il est temps que la classe politique nationale ainsi que toutes les forces vives de la nation s'asseyent autour d'une même table afin d'éviter que les Gabonais ne se regardent en chiens de faïence. Ce, après "le cirque politico-social inutile que le pays a vécu avant, pendant et après l'élection d'août dernier". Selon Guy-Chris-

tian Mavioga : «Nous pouvons maintenant tenir ce dialogue inclusif afin de discuter sans tabou, sans ambages, sans détour et sans complaisance, les problèmes que rencontre le peuple gabonais au quotidien». Ainsi, l'orateur a saisi l'occasion pour inviter Ali Bongo Ondimba, initiateur de ce dialogue, à mettre en place, «dans les délais raisonnables et convenables pour tous, une commission ad-hoc tripartite, majorité, opposition et société civile (non inféodée à la politique politicienne de notre pays)».



Photo : Adjaï Ndiouroume

... la presse.

Selon l'orateur celle-ci, devra, sous la supervision du Premier ministre, réfléchir sous quel format devra se tenir ce "dialogue franc". Tout comme cette commission devra définir, «à titre indicatif, les modalités pratiques du dialogue». À cette occasion, a-t-il proposé, «nous pourrions débattre de la question de la limitation des mandats et de la limitation d'âge que nous proposons respectivement à un mandat renouvelable une fois et à 75 ans pour l'âge maximal d'un candidat à l'élection présidentielle».

Aussi, a poursuivi le porte-parole de la majorité, «nous devons trancher sur le choix d'un septennat ou d'un quinquennat, d'une élection à un tour ou deux». Mieux encore, dit-il, «que celui qui souhaite être candidat soit de père et de mère de nationalité gabonaise d'origine». Ou bien, «exiger que tout candidat à l'élection présidentielle devrait au préalable parler au moins deux langues du Gabon».

Dans tous les cas, le Bloc démocratique chrétien (BDC) s'est félicité de ce que le candidat de la majo-

rité, déclaré vainqueur à la dernière l'élection présidentielle, ait lancé cet appel dès la fin du processus électoral. Toute chose qui, pour ce parti, témoigne de la volonté du chef de l'Etat à ramener la paix dans notre pays, gage du développement. "Le dialogue politique qui a toujours caractérisé la gestion des crises politico-sociales dans tout pays, est le principal moyen qui a permis de préserver la paix sans laquelle aucun développement, ni aucun vivre ensemble n'est possible", a conclu le président du BDC.